

Compte Rendu de la Commission Action Sociale Mardi 20 octobre 2020 à 19h00 à Ecopôle

L'an deux mille vingt, le vingt octobre, la Commission Action Sociale de la Communauté de Communes Montaigne Montravel et Gurson dûment convoqué s'est réuni à dix-neuf heures, en session ordinaire à Vélines sous la Présidence de Magalie LEPLET.

Date de convocation : **14 octobre 2020**

Présents : Magalie LEPLET, Lidia GUERREIRO-COBERT, Maryse BRAIT, Sylvie CROSSOIR, Véronique DIGARD, Dominique MICHEL, Josette LAGORCE, Jacqueline LAGARDE, Florence BÉZIES, Brigitte CARRIER, Bernadette FEYTI-DUBOURG, Arlette VAUNAC, Karine BERNATETS, Caroline TAFFARY.

Secrétaires : Elisabeth GORSSE / Florent MAHIEUX

Madame LEPLET fait l'appel.

Monsieur MAHIEUX informe les membres que Madame LEPLET aura quelques minutes de retard et il explique aux membres de la commission que l'activité du CIAS est répartie sur 3 budgets :

- l'aide à domicile (nomenclature M22)
- le service à la personne (nomenclature M14)
- le portage de repas (annexe au budget principal M14)

Le budget présenté ce soir est le budget aide à domicile qui est administré depuis 2017 par le département. Au niveau du calendrier, le service doit produire une proposition budgétaire pour le 31 octobre de chaque année.

Cette proposition est analysée par le département (Novembre-décembre) et un entretien budgétaire est programmé (de janvier à mars) pour une version définitive vers avril 2021. Ce budget est de loin le plus important et il correspond à environ 97% des interventions au domicile.

Monsieur Mahieux présente le budget prévisionnel 2020 pour le budget Aide à domicile et un état à la mi-octobre. (Cf PJ)

Ce budget est divisé en 3 groupes :

➤ Pour le groupe 1 dépenses : on peut noter simplement que le véhicule de service sert de plus en plus de véhicule de prêt pour les salariés et que la tension au niveau de recrutement impose cette solution.

On peut également noter que le service a dépensé bien plus que prévu à la ligne 606268 pour assurer la protection des salariés (masques, gel hydroalcoolique, gants...)

➤ Pour le groupe 2 dépenses : la masse salariale est conforme aux prévisions. Monsieur Mahieux explique que cette masse salariale était budgétée pour la réalisation de 66 500 heures. Le service devrait réaliser environ 60 000 heures.

Durant les mois de mars à mai 2020, le CIAS estime une perte d'environ 5 000 heures de travail. A cela s'ajoute une perte d'heures plus structurelle liée au contexte : absentéisme, refus d'intervention, moins de nouveaux dossiers...

Pour autant, le service a assuré le maintien de rémunération. Ce qui explique le décalage de la masse salariale avec la réalité de l'activité.

➤ Pour le groupe 3 dépenses : on peut simplement noter à la ligne 6184 que l'évaluation externe du service a été reportée en 2021 au vu du contexte sanitaire.

Concernant les dépenses, Monsieur MAHIEUX explique qu'en 2018, ce budget était déficitaire à hauteur de 61 250€. Ce déficit aurait dû être reporté en totalité sur le budget 2020.

Sachant que l'exercice 2019 était équilibré, le conseil départemental a décidé de scinder en deux le report du déficit. Ce dernier pèse donc à hauteur de 30 625€ sur 2020 et 29 038€ sur 2021 (déficit moindre car exercice 2019 excédentaire de 1 587€).

Concernant les recettes :

➤ Le groupe 1 : il s'agit ici du produit des heures facturées. Monsieur MAHIEUX fait remarquer que les produits du département sont conformes aux attentes. En effet, le département a d'une part versé une somme pour financer des primes aux salariés qui ont travaillé durant le confinement, et versé une somme correspondant à un maintien de financement pour les heures perdues entre mars et mai 2020.

Le décalage entre les dépenses et les recettes est à rechercher vers les participations usager, en toute logique, ces derniers n'ont pas participé au financement des heures non effectuées.

De même, les « autres financeurs » (mutuelle, CARSAT) ont été très impactés par le COVID.

➤ Le groupe 2 : il y a un décalage sur les remboursements sur rémunération. Monsieur MAHIEUX explique que les arrêts dérogatoires n'ont été remboursés que partiellement. En effet, la CPAM a joué le jeu mais l'assurance CNP n'a pas remboursé les arrêts dérogatoires après la fin du confinement car contractuellement, seule la maladie est assurée.

En conclusion, l'exercice 2020 sera déficitaire mais dans des proportions « acceptables » eu égard au contexte sanitaire et à l'augmentation des charges liés au déficit 2018.

Concernant le projet de budget 2021, Monsieur Mahieux explique que prévoir une activité n'est pas chose aisée, et que le contexte n'aide pas. Cependant, la logique budgétaire reste la même et en s'appuyant sur une moyenne des chiffres depuis juin, on peut tabler sur une activité aux alentours des 65 000 heures en 2021.

Concernant le Groupe 1 des dépenses : on peut simplement noter que le service provisionne davantage dans le cadre de l'achat de moyens de protection. (5 000€ au compte 606268)

Concernant le groupe 2 des dépenses : la masse salariale décroît d'environ 16 000€, c'est en lien avec la baisse d'activité prévisionnelle.

Concernant le groupe 3 des dépenses : l'augmentation de budget est liée à la mise en place de la télégestion (abonnement mensuel de 400€). Le service a également maintenu le financement de l'évaluation externe qui aura lieu en 2021 et qui conditionne le renouvellement de l'agrément du service.

Concernant le groupe 1 des recettes : on peut noter que le service prévoit une augmentation des recettes, ce qui n'est pas cohérent avec la baisse d'activité. Cette augmentation est à mettre en lien avec l'augmentation des coûts liés au COVID. (Augmentation de l'absentéisme, matériel de protection...)

Cela pèse donc sur le tarif horaire.

Le service prévoit également une baisse d'activité concernant les « autres financeurs ».

Concernant le groupe 2 des recettes : Monsieur MAHIEUX explique que le service est un peu plus prudent concernant les remboursements sur rémunération, tout en admettant que la situation de 2020 avait un caractère exceptionnel.

Enfin, on peut noter que le fond d'appui disparaît, ce dernier permettait au service de financer des initiatives pour l'amélioration du service. (Groupe de parole...)

Il semblerait qu'un nouveau dispositif vienne remplacer cette perte mais le service n'a pas d'information pour le moment.

Au final, cette proposition est équilibrée en dépenses et en recettes à hauteur de 1 666 858€.

C'est environ 10 000€ de moins que le BP 2020 et c'est cohérent eu égard à la baisse d'activité et à l'augmentation des coûts, augmentation classique (revalorisation indiciaire) et de circonstance (équipement de protection, télégestion).

Madame BRAIT s'interroge sur l'absentéisme et sur l'étude que l'on peut en faire.

Monsieur MAHIEUX répond sur ce point que le métier est difficile, et offre de réelles contraintes pour peu de reconnaissance. Le manque d'attractivité du métier est clairement une des raisons qui explique l'absentéisme.

Par ailleurs, il y a un déficit de formation.

Il existe des pistes pour faire bouger les lignes, malheureusement, le service est très contraint financièrement pour les explorer.

En 2021, le CIAS devrait intégrer le programme aidants/aidés, programme piloté par la CARSAT pour la prévention des risques professionnels.

Madame FEYTI-DUBOURG s'interroge sur le risque maladie et les contrats d'assurance. Monsieur MAHIEUX explique que l'on peut assurer tous les risques, mais que la situation 2020 avait un caractère exceptionnel et que le coût de l'assurance correspond déjà à 4% de la masse salariale.

Madame TAFFARY questionne la commission sur la problématique du transport des déchets aux points d'apports pour les personnes vulnérables.

Monsieur MAHIEUX répond qu'il a bien conscience de cette problématique, mais que le CIAS n'a pas vocation à intervenir pour assurer cela. Cela poserait de gros problèmes organisationnels, de nouveaux risques professionnels, sans compter que les professionnels du CIAS utilisent leurs véhicules personnels.

La fédération du secteur du domicile a alerté le SMD3 et a proposé son aide dans la construction de solutions.

Une solution devrait être proposée pour solutionner ces difficultés.

Madame LEPLET précise que le SMD3 est en cours de travail sur cette question, que les élus nouvellement mandatés ont bien pris en compte cette problématique.

La séance se termine à 20h10.